

**À l'occasion de la sortie de la version française de l'Atlas des Pesticides, la Fabrique Écologique en partenariat avec la Fondation Heinrich-Böll a organisé une soirée de présentation de cet atlas, à la Maison des Métallos à Paris.**

La soirée s'est ouverte avec un mot d'introduction de Marc Berthold, directeur du bureau de Paris de la Fondation Heinrich Böll et de Géraud Guibert, président de La Fabrique Écologie. Mathilde Boitias a ensuite pris la parole pour faire une courte présentation de l'atlas dans son ensemble en revenant notamment sur le fait que l'utilisation des pesticides a considérablement augmenté en France ces dernières années. Elle a également rappelé l'urgence de la situation à l'échelle internationale et la nécessité de s'orienter vers un nouveau modèle de production agricole plus durable.

Ensuite, certains auteurs et autrices sont venus présenter leurs articles au travers d'un court résumé. C'est d'abord Caroline Gibert de Solagro qui a pris la parole pour le chapitre intitulé "Usage des pesticides en France - portrait flouté d'un paysage pollué". Elle a notamment présenté la carte réalisée par ANODIS qui révèle une exposition aux pesticides contrastée en fonction des caractéristiques topographiques, géographiques et d'autres données, ainsi qu'en fonction du type de culture.

Christophe Alliot, du collectif Basic s'est exprimé sur le chapitre "Coûts et bénéfices - un modèle agricole qui nous est cher". Il a rappelé que le modèle actuel est basé sur les pesticides, l'un des piliers du système contemporain qui pourtant a des limites importantes qui sont plus que jamais visibles. Christophe Alliot a notamment évoqué le fait que l'utilisation des pesticides ne permet pas de dégager de meilleurs bénéfices, qui est l'un des arguments économiques les plus avancés, et qu'il s'agit plutôt d'un choix d'orientation des politiques publiques, qu'il faut changer.

C'est ensuite Camille Bouko-Lévy, Erwan Molinié et Malcom Ferdinand de l'Observatoire Terre-Monde qui ont pris la parole sur le chapitre "Les outre-mer - surexposés aux pesticides" en insistant sur le fait que les territoires d'outre-mer sont surexposés aux pesticides et accompagnés d'une logique de sous-production de données qui ne permettent réellement de voir les conséquences des pesticides. Il existe également de nombreuses inégalités entre les régions avec des écarts de normes à différentes échelles créant une surexposition aux territoires marins.

Puis, une première table ronde s'est déroulée animée par Jules Hebert, directeur-adjoint, bureau de Paris de la Fondation Heinrich Böll, autour de la thématique de comment se passer des pesticides.

C'est d'abord Marie Pochon, députée de la Drôme qui a pris la parole pour rappeler le constat qu'il existe entre les intérêts économiques et les intérêts de protection de la biodiversité et du vivant dans les politiques publiques qui devient de plus en plus grand. Elle rappelle aussi la pression exercée sur certains acteurs pour entraver le recours à une agriculture plus durable.

Mathieu Courgeau, co-président du Collectif Nourrir a rebondi sur les propos de Mme Pochon en insistant sur l'irresponsabilité des politiques qui continuent d'alimenter l'industrie des pesticides avec des salariés agricoles pris en étau. Il a souligné que les pesticides sont un des acteurs de destruction de la biodiversité et si elle est menacée l'agriculture l'est aussi. Mathieu Courgeau a également insisté sur le manque d'encadrement des lobbys qui sont clairement favorisés par les politiques publiques.

Stéphane Foucart, journaliste au Monde a quant à lui félicité la transversalité de l'atlas puis a abordé les questions de lobbying, qui est une question majeure selon lui, permettant de comprendre l'immobilité des politiques publiques. Il précise notamment que le lobby s'exerce bien en amont sur la réglementation des autorisations de mise sur le marché, impactant le débat public au travers de la volonté de faire valoir des avis consensuels autour de la science.

Enfin , c'est Salomé Roynel, chargée de plaidoyer et de campagne, Pesticide Action Network Europe (PAN Europe) qui a affirmé que les politiques publiques sont insuffisantes pour répondre aux objectifs fixés. Bine que l'UE soit une des régions avec les restrictions les plus rigides, elle est aussi traversées par des rapports de forces institutionnels qui mettent en exergue de nombreuses lacunes.

Pour la dernière partie de la soirée, une deuxième table ronde s'est déroulée autour de la thématique « d'autres regards sur les pesticides et l'agroécologie » animé par Mathilde Boitias et Jill Madelenat.

Rémi Seingier et Claire Bertrand, Ferme de Lumigny, fondateurs de La Fabrique Végétale, sont des agriculteurs de Seine et Marne et possède une ferme bio depuis 2011. Ils ont notamment insisté sur l'importance la complexité du système agricole pour conserver une résilience même si à court terme les rendements seront plus faibles. La nécessité d'orienter les politiques publiques vers les agriculteurs qui reçoivent très peu d'aide a été évoqué.

C'est ensuite Clothilde Dominique, déléguée générale de Justice Pesticides qui s'est exprimée en rappelant la montée en puissance de la justice climatique et des affaires qui demande réparation notamment face à la question des pesticides. Elle a aussi détaillé la difficulté d'accès à la justice qui est inégalité selon les régions du monde. Rendre justice aux victimes de pesticides est complexe du fait de l'argument de la prétendue ignorance des promoteurs des pesticides.

Pour clôturer la soirée, Emilie Langlade, co-réalisatrice du podcast "Food Revolution - No woman no food" a pris la parole pour présenter son podcast dont l'objectif était d'inclure tout le monde dans la thématique de l'alimentation et par extension des pesticides en rappelant que nous sommes tous acteurs des systèmes agricoles. Elle a rappelé que notre choix de nourriture affecte considérablement notre environnement, notre vie et notre santé.